



FONCTIONS PUBLIQUES ET ASSIMILES

## COMMUNIQUE

PARIS LE 3 DECEMBRE 2007

### Négociations salariales : Après les annonces, les personnels attendent du concret !

Le ministre de la Fonction publique a rencontré les organisations syndicales de la Fonction publique pour une première discussion sur le pouvoir d'achat. Il aura fallu la mobilisation des personnels le 18 octobre et le 20 novembre pour que le ministre accepte de prononcer le mot négociation.

Lors de cette rencontre, le ministre a énoncé un certain nombre de points :

- Les points positifs :

Une négociation annuelle obligatoire se situant en amont de la préparation du budget et ceci dès 2008 pour 2009.

Des négociations qui s'ouvriront le 17 décembre 2007 pour des mesures générales en 2008.

Le ministre a reconnu que lors de négociations sur le maintien du pouvoir d'achat, le point d'indice ne pouvait pas être écarté. Eric Woerth a reconnu de même que des discussions devaient s'ouvrir sur la grille indiciaire et a acté le tassement de celle-ci. Ces positions ministérielles sont une avancée dans le discours des ministres par rapport aux mois précédents où ces sujets étaient écartés de toutes discussions et présentés comme obsolètes.

- Les points négatifs :

Le ministre a distingué les négociations sur le maintien du pouvoir d'achat et sur la progression de celui-ci.

Il a insisté sur le « travailler plus pour gagner plus » et sur l'application dans la Fonction publique de la pensée unique de Nicolas Sarkozy sur les rachats de RTT et de « monétisation » du CET.

Pour l'Union syndicale Solidaires, ces points ne peuvent rentrer dans les discussions sur l'amélioration du pouvoir d'achat. Solidaires demande toujours que soit réglé le problème des heures supplémentaires non payées dans la Fonction publique, notamment dans l'hospitalière. De plus, l'application du dogme sarkozien poserait des problèmes importants en pesant sur les conditions de travail et de vie des personnels et ne réglerait en rien les problèmes de pouvoir d'achat et de précarité notamment dans la Fonction publique territoriale.

Eric Woerth a décliné une troisième proposition dans la lignée de la rémunération au mérite employant, comme un bon manager du privé, le mot intéressement. Cela traduit bien la philosophie uniquement comptable de la fonction publique et du service public de ce gouvernement.

Le Ministre n'a, enfin, aucunement évoqué le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat et a pour le moment exclu toute augmentation pour 2007.

Pour l'Union syndicale Solidaires, le gouvernement doit, le 17 décembre, apporter des propositions concrètes qui se reflètent significativement en bas de la fiche de paie de tous les personnels de la fonction publique comme il doit impulser une autre politique salariale dans le secteur privé.

Au-delà, l'Union syndicale Solidaires continue d'exiger l'arrêt des suppressions d'emplois dans la fonction publique, et s'emploiera à faire échouer les projets de démantèlement du service public et de la fonction publique mis en œuvre au travers du cadre de la révision générale des politiques publiques.